

"4 C"

société à responsabilité limitée

siège social : L-4530 Differdange, 18, Avenue Charlotte

(anc. L-3372 Leudelange, 21, rue Léon Laval)

RCS Luxembourg B 152661

NUMERO 107.060

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE – TRANSFERT
SIEGE SOCIAL – MODIFICATION DE L’OBJET SOCIAL-
REFONTE DES STATUTS DU 10 JANVIER 2017.**

L'an deux mille dix-sept, le dix janvier.

Pardevant Maître Jean **SECKLER**, notaire de résidence à Junglinster,
(Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Monsieur Charles-Auguste **THIRY**, employé, né à Etterbeek (Belgique),
le 5 janvier 1969, demeurant à B-6747 Châtillon, 36, rue devant la Croix,

ici représenté par Madame Cristiana **VALENT**, employée, demeurant
professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration lui délivrée,
laquelle après avoir été signée « ne varietur » par la mandataire et le notaire
instrumentant, restera annexée aux présentes.

Lequel comparant a, par sa mandataire, requis le notaire instrumentaire
d'acter ce qui suit :

- Que la société à responsabilité limitée **"4 C"** avec siège social à L-3372
Leudelange, 21, rue Léon Laval, inscrite au Registre de Commerce et des
Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 152661, a été constituée
suivant acte reçu par Maître Jean **SECKLER**, notaire, de résidence à
Luxembourg, en date du 16 avril 2010, publié au Mémorial C, Recueil des
Sociétés et Associations, numéro 1179 du 5 juin 2010.

- Que le comparant est le seule et unique associé actuel de ladite société,
qu'il s'est réunie en assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions
suivantes:

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la société
vers L-4530 Differdange, 18, Avenue Charlotte et de subséquemment
modifier le premier alinéa de l'article quatre (4) des statuts comme suit:

« **Article 4.** Le siège social est établi dans la commune de

Differdange.»

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de modifier en conséquence l'article trois (3) des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"Article 3.

La Société a pour objet l'exploitation d'une agence immobilière, la promotion immobilière et tous services liés de près ou de loin à cet objet notamment l'activité de project management.

La société a également pour objet les activités de création de mobilier et création de maquettes.

La société a également pour objet toutes activités commerciales, en accord avec les dispositions de la loi du 9 juillet 2004, modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement et réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social."

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de modifier et de refondre les statuts de la Société afin de les rendre conforme avec la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que dernièrement modifiée.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de modifier et de procéder la refonte totale des Statuts, afin, entre autres, de refléter le changement intervenu ci-dessus, et les Statuts refondés auront la teneur suivante :

TITRE I. - OBJET - RAISON SOCIALE – DUREE

Article 1^{er}. Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Article 2. La société à responsabilité limitée prend la dénomination de «4 C».

Article 3. La Société a pour objet l'exploitation d'une agence immobilière, la promotion immobilière et tous services liés de près ou de loin à cet objet notamment l'activité de project management.

La société a également pour objet les activités de création de mobilier et création de maquettes.

La société a également pour objet toutes activités commerciales, en accord avec les dispositions de la loi du 9 juillet 2004, modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement et réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

Article 4. Le siège social est établi dans la commune de Differdange.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés ou de la gérance.

En cas de transfert du siège social dans une autre commune par une décision de la gérance, la gérance est habilitée à comparaître pardevant notaire pour modifier l'article des statuts afférent.

Article 5. La durée de la société est illimitée.

TITRE II. - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article 6. Le capital social est fixé à *douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR)* représenté par *cinq cents (500)* parts sociales de *vingt-cinq euros (25,- EUR)* chacune.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Article 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Article 8. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'à la suite d'une notification à la Société ou de l'acceptation par celle-ci conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

Article 9. Le décès, l'interdiction, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaire de la société.

TITRE III. - ADMINISTRATION ET GERANCE

Article 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Article 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Article 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Article 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établi par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établie par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Article 14. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont

responsables que de l'exécution de leur mandat.

Article 15. Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Article 16. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Article 17. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Article 18. L'année sociale commence le *premier janvier* et finit le *trente-et-un décembre*.

TITRE IV. - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

TITRE V. - DISPOSITIONS GENERALES

Article 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales. »

FRAIS

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de *mille euros*.

DONT ACTE

Fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

(s): Cristiana VALENT, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 13 janvier 2017.

Relation GAC/2017/440.

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur, (s.): G. SCHLINK
